L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 6 JUIN 1856.

Journal publié par
G. P. WHITNEY & Co.,
G. P. WHITNEY, E. DUBREUIL.

Rue de Chartres No. 61, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 6 JUIN.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six numéros. Il est présenté tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme ce sera encore la coutume particulière pour une aussi courte période nous surchargerions notre profit à la comptabilité, nous avons résolu de tout encourager en autorisant nos porteurs à nous le prolonger. C'est donc à nos derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

Affaire Crampton.

Le président a transmis au Congrès, le 29 du mois dernier, la réponse de M. Marcy à la dernière dépêche de lord Clarendon. Cette réponse était accompagnée d'un passage de M. Pierce annonçant aux chambres le renvoi de M. Crampton, ministre britannique à Washington, et des consuls anglais de Cincinnati, de Philadelphie et de New-York. Les raisons de la mesure de rigueur prise par le gouvernement à l'égard des agents anglais nous venons de sommer, sont longuement énumérées dans la note de M. Marcy.

Le secrétaire d'Etat déclare que les objections du gouvernement anglais ont pleinement satisfait le président, mais que celui-ci permette à croire à la culpabilité de M. Crampton et des consuls qui n'en sont pas moins dignes de blâme, parce qu'ils ont agi sans instructions de leur gouvernement.

Lord Clarendon et le département d'Etat de l'Union diffèrent d'opinion sur la valeur des témoignages qui incriminent les agents de l'Angleterre. Ces derniers nient en termes généraux qu'ils aient violé les lois de neutralité des Etats-Unis; mais ils ne cherchent point à démontrer la fausseté des nombreuses imputations dirigées contre eux. La manière dont le cabinet anglais interprète les lois de neutralité est différente de la nôtre, que les agens britanniques, chargés pour leur part, ont pu pousser de leur hardiesse sans manquer à l'honneur. Mais ils sont coupables, d'après l'extension que nous accordons ici à nos lois de neutralité, et c'est parce qu'ils sont coupables, au point de vue du gouvernement américain sans au point de vue du cabinet anglais, que nous sommes obligés de suspendre tout rapport officiel avec eux personnellement, tout en conservant nos relations d'amitié et de respect avec l'Angleterre.

Les agens britanniques avaient établi un vaste système de recrutement aux Etats-Unis et ils ont continué leurs opérations même après que leur gouvernement en eut ordonné la cessation. Il nous appartient d'ailleurs d'interpréter nous-mêmes nos lois, et nous ne pouvons pas permettre à une puissance étrangère d'en contester le sens ou la portée.

Quant aux témoignages signalés par lord Clarendon et qui, selon lui, sont peu probants de fait, ils sont purement accessoires; ils ne font à de plus importans qui incriminent les agens anglais et établissent positivement leur culpabilité. Les autorités fédérales ont eu beaucoup de peine à mettre un terme au recrutement qu'opéraient des agens à la solde de l'amirauté anglaise; nous savons qu'il a été poursuivi à Cincinnati, à Philadelphie et à New-York. Lord Clrendon dit qu'ils agissaient sans ordre; comment est-ce possible puisqu'ils étaient payés? Le gouvernement anglais n'est point coupable, car il protesta contre l'intention qu'on aurait pu lui prêter de violer nos lois; mais il n'en est pas moins vrai qu'elles n'auraient pas été violées au profit de l'Angleterre, elles n'ont pu l'être que par les représentans de cette puissance.

Toutes les preuves recueillies devant les tribunaux du [illegible]quisiens M. Crampton et les consuls de [illegible]natti, de Philadelphie et de New-York comme les journaux publics, le recrutement a cessé dès que M. Crampton a donné l'ordre de le suspendre; donc il commandait aux agens, et ceux-ci en croisant parmi nous des soldats pour l'armée d'Orient obéissaient à ses instructions. La conclusion est évidente. Et le gouvernement américain est d'autant plus autorisé à l'indulgence envers M. Crampton que le ministre anglais, par le silence qu'il a observé vis-à-vis de son gouvernement, l'ignorance où il l'a tenu de ces opérations aux ETATS-UNIS, et son obstination à les poursuivre en dépit des ordres positifs du cabinet de Londres, a fait complètement la bonne harmonie qui règnait entre l'Angleterre et nous, et que l'intérêt des deux peuples leur ordonne de maintenir.

Lord Clarendon, dans sa note du 30 avril, a déclaré que M. Marcy avait eu le 12 mars 1855 une entrevue avec M. Crampton auraquel il a relevé que les lois de neutralité de l'Union seraient rigoureusement exécutées, mais que les personnes qui déserteraient pour aller les Etats-Unis pour aller s'enrôler sous leurs drapeaux. M. Marcy contredit formellement cette assertion, et y voit la source des difficultés survenues depuis. M. Crampton a cru pouvoir se prévaloir des Etats-Unis des bureaux d'expédition de volontaires ou l'engagement n'était qu'ébauché. Les volontaires ne s'engageaient pas loi même au service de l'Angleterre, mais pendant l'engagement d'aller s'enrôler au Canada ou ailleurs. Ce moyen détourné d'arriver au même but constitue, comme l'engagement pontuf, une dérogation à nos lois de neutralité. M. Crampton a mal interprété les paroles de M. Marcy et si d'ailleurs il lui avait fait part de son intention de contfisser [illegible] recrutement, il y aurait eu entre eux une explication qui aurait empêché le mal et prévenu toute espèce de plainte.

M. Crampton dit qu'il a cru devoir garder le silence envers M. Marcy sur ses projets ultérieurs, pour ne point le mettre dans l'embarras en faisant du ministre d'Etat américain le confident d'une des parties belligérantes. Mais sur les projets de M. Crampton le Congrès pouvait les lui demander, et qu'est-ce qui pouvait empêcher M. en faire part au secrétaire d'Etat? Son gouvernement l'y avait du reste engagé.

M. Marcy termine en remarquable note, dont nous n'avons donné plus haut qu'une esquisse très imparfaite, en exprimant les regrets du président de ne pouvoir ajourner le renvoi de M. Crampton. Cet agent, dans les dernières notes qu'il a adressées à son gouvernement, a pris une attitude qui ne permet plus aux Etats-Unis de continuer par son intermédiaire leurs rapports avec l'Angleterre.

DUELS PUBLIQUES.

La distribution des prix a eu lieu hier au Théâtre d'Orléans, et cette solennité a pleinement répondu à l'attente des familles et des citoyens en général. Mlle a surtout offert un véritable intérêt aux parens qui confient l'instruction de leurs enfans à ces habiles professeurs de nos cours publiques.

La salle était comble : loges, galeries, stalles, bancs, la fosse avait tout envahi et occupait toutes les issues, tous les passages, tous les couloirs. Il va sans dire que les dames étaient en grande majorité dans l'assistance, ce qui rehaussait l'éclat du coup-d'œil et ajoutait à l'entrain et à l'animation générale.

Un excellent discours en anglais de M. ARTHOME CASONOS sur les bienfaits de l'éducation a été écouté au milieu du plus profond silence, suivi bientôt de chaleureux applaudissemens.

MM. Gilly et Canonge ont récité ensuite avec beaucoup de verve et de dialogué français, puis un enfant de dix ans, nommé Géper, a débité une plaidoierie avec l'aplomb d'un véritable disciple de la Basoche. L'avocat en herbe a obtenu un énorme succès.

A la plaidoierie de Me Cooper a succédé un dialogue anglais récité avec le plus pur accent britannique par deux jeunes élèves MM. Canonge fils et Ramsdy.

Après quelques autres exercices du même genre, M. Cyprien Dufour, président de la Direction des Ecoles, a procédé à la distribution des prix et à la remise d'un certain nombre de diplômes à plusieurs jeunes filles qui avaient terminé leurs études.

Cette dernière partie du programme a pu intéresser vivement l'auditoire et a admirablement couronné la solennité. Chacun s'est ensuite retiré en donnant des vœux pour le succès de nos écoles et de cette école, sacrée de l'instruction publique qui est celle des lumières et de la civilisation.

DEUX JUSTICES DE PAIX.—On verra par quelques lignes insérées plus loin, qu'un homme considérable d'Avoyelles du barreau de cette ville recommandent M. ARTHUR BARDIN aux suffrages de ses concitoyens pour remplir la [illegible]ssime justice de paix laissée vacante par la mort de M. Richard Richardson. M. Bardin est un jeune avocat de talent, qui son jugement mûr et la droiture de son esprit rendent éminemment propre à l'importante fonction [illegible]

COMPAGNIE DU GAZ.—Nous annonçons plus loin la Compagnie du Gaz d'engager les propriétaires qui désirent avoir du gaz de s'en [illegible]ADA rue Tchoupitoulas, à s'adresser au bureau le plus tôt possible, à l'effet de connaître les prix qui ne se mesurent des tuyaux dans quelques jours, jusqu'à la limite supérieure du gaz mis en distrib.

La Compagnie donne avis aux personnes dont les propriétés sont situées dans les quartiers où passent les tuyaux de gaz distribués, que d'ici quelques de bonne heure pour les [illegible]

Dépêche Télégraphique

TRANSMISE AVANTBIER.

Nouvelles d'Europe

Du quatre juin plus récente.

ARRIVÉE DU NIAGARA A HALIFAX.

New-York, 4 juin.—Le steamer Niagara, parti de Liverpool dans l'après-midi du 24 mai, est arrivé à Halifax.

La Patrie est arrivé à Liverpool le 24 mai. Les journaux anglais sont remplis des détails de l'inauguration du monument de Waterloo, dévoilé par le prince de Galles, le duc de Wellington, le duc de Cambridge, le prince Napoléon, le prince Oscar de Suède, le prince Frédéric-Guillaume de Prusse, le prince Frédéric-Charles de Prusse, le prince Frédéric-Guillaume de Hesse-Cassel, le prince héréditaire de Hesse-Darmstadt, le prince héréditaire de Nassau, le prince héréditaire de Saxe-Weimar, le prince héréditaire de Saxe-Meiningen, le prince héréditaire de Saxe-Altenbourg, le prince héréditaire de Saxe-Cobourg, le prince héréditaire de Saxe-Gotha, le prince héréditaire de Schwarzbourg-Rudolstadt, le prince héréditaire de Schwarzbourg-Sondershausen, le prince héréditaire de Reuss-Greiz, le prince héréditaire de Reuss-Schleiz, le prince héréditaire de Reuss-Lobenstein, le prince héréditaire de Reuss-Ebersdorf, le prince héréditaire de Waldeck, le prince héréditaire de Lippe-Detmold, le prince héréditaire de Schaumbourg-Lippe, le prince héréditaire d'Anhalt-Dessau, le prince héréditaire d'Anhalt-Bernbourg, le prince héréditaire d'Anhalt-Kœthen, le prince héréditaire d'Oldenbourg, le prince héréditaire de Brunswick, le prince héréditaire de Mecklenbourg-Strelitz, le prince héréditaire de Mecklenbourg-Schwerin, le prince héréditaire de Hesse-Homburg, le prince héréditaire de Hesse-Philippsthal, le prince héréditaire de Hesse-Philippsthal-Barchfeld, le prince héréditaire de Hesse-Philippsthal-Barchfeld, le prince héréditaire de Hesse-Philippsthal-Barchfeld